

Volet Suède

La souveraineté européenne

Enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert

EUROPA

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Enquête réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert. 8000 personnes interrogées par internet via l'Access Panel d'Ipsos du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, constituant 8 échantillons de 1000 personnes représentatifs de la population nationale de 18 ans et plus de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, catégorie d'agglomération, région). Cette note de synthèse présente les résultats du volet Suède.

LA SOUVERAINETÉ : UNE IMAGE PLUTÔT POSITIVE ET CONSENSUELLE EN SUÈDE

Royaume depuis des siècles, organisée politiquement en monarchie constitutionnelle, la Suède a-t-elle une perception spécifique de la souveraineté, et par extension de la souveraineté européenne ?

Le terme « souveraineté » est en tout cas perçu un peu plus favorablement qu'en moyenne sur les huit pays de l'enquête. Il évoque quelque chose de « plutôt positif » à une bonne moitié des Suédois (56 %, pour une moyenne européenne à 46 %), pour 6 % d'avis « négatifs » (17 % en moyenne), 25 % de jugements « ni positifs, ni négatifs » (31 %) et 13 % pour qui le terme « n'évoque rien du tout » (6 %). La proportion de jugements positifs augmente avec l'âge des répondants (47 %

dans la catégorie 18 à 34 ans, 53 % chez les 35–49 ans, 59 % chez les 50–59 ans et jusqu'à 65 % chez les « 60 ans et plus », et avec la catégorie de revenus (54 % chez les revenus modestes, 58 % pour les revenus moyens et 64 % chez les plus aisés). Si la Suède ferme la marche des pays les plus favorables à l'idée de souveraineté (73 % d'évocations positives en Allemagne, 69 % en Pologne, 61 % en Lettonie, 60 % en Roumanie), elle reste très éloignée du bloc des pays plus dubitatifs, la France (29 % d'évocations positives), l'Espagne (28 %) et l'Italie (21 %).

Les traits d'image du mot souveraineté en confirment la connotation globalement positive et consensuelle. La notion apparaît plutôt « moderne » pour 23 % des Suédois, plutôt « dépassée » pour 22 %, mais « ni l'un ni l'autre » pour une majorité relative de 39 % des interviewés (16 % ne se prononcent pas). La moitié des Suédois ne lui attribue pas non plus de couleur politique (« ni de gauche, ni de droite », 49 %), même si à la marge, et comme ailleurs en Europe, la souveraineté reste davantage associée à la droite (21 %) qu'à la gauche (7 %).

A choisir enfin dans une liste de propositions deux mots à associer à la souveraineté, les Suédois sélectionnent le plus souvent « l'autodétermination » (62 % de citations en Suède pour seulement 34 % en moyenne européenne), « l'indépendance » (47 %, pour 42 % en moyenne) et, à un degré moindre, « la liberté » (34 %, 28 %). Les scores inférieurs à la moyenne obtenus sur les mots « puissance » (22 % en Suède pour 37 % en moyenne) et « nationalisme » (20 % / 31 %) – plus le fait que la majorité ne tranche pas entre moderne et dépassé ou n'at-

tribue pas de couleur politique – suggèrent une notion peut-être un peu moins clivante en Suède, surtout par rapport à l'Europe du Sud. Les Suédois sont d'ailleurs ceux qui associent le plus souvent la souveraineté à l'idée de « coopération librement déterminée avec ses partenaires » (52 % de citations, pour seulement 35 % en moyenne européenne), presque au même niveau que « l'indépendance vis-à-vis des autres » (55 % en Suède, 58 % en moyenne), « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » (48 %, 57 %) et « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (45 %, 51 %).

SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : UNE IMAGE MAJORITAIREMENT POSITIVE EN SUÈDE, MÊME SI BEAUCOUP NE SE PRONONCENT PAS

On le relève dans chacun des pays testés, l'image du terme « souveraineté » teinte la compréhension et l'appréciation des expressions associées, souveraineté nationale et souveraineté européenne. Ainsi, 71 % des Suédois déclarent « bien » comprendre ce qu'on entend par « souveraineté nationale » (pour 75 % en Allemagne mais seulement 56 % en Italie) et 60 % voient bien ce que signifie « la souveraineté européenne » (69 % en Allemagne, 45 % en Italie). De même, la souveraineté nationale évoque « quelque chose de positif » pour 58 % des Suédois (64 % en Allemagne, 47 % en Italie), et la souveraineté européenne « quelque chose de positif » pour 48 % d'entre eux (63 % en Allemagne, 37 % en Italie). Notons que, comme pour le concept de « souveraineté », la proportion de jugements favorables augmente, pour la souveraineté européenne, avec l'âge et le niveau de revenus des répondants : elle passe de 42 % chez les plus jeunes à 53 % chez les plus âgés, de 43 % pour les revenus les plus faibles à 57 % pour les plus élevés. Par ailleurs, les sympathisants des deux grands partis traditionnels se montrent plus enthousiastes (62 % d'opinions positives pour les socio-démocrates et 66 % pour les Modérés) que ceux des formations situées à leur droite (40 % pour les proches des Démocrates de Suède) ou à leur gauche (41 % pour le Vänsterpartiet).

Le concept de souveraineté européenne apparaît néanmoins un peu plus flou en Suède, avec encore là encore un score plus important qu'ailleurs sur la réponse neutre « ni positif ni négatif » (33 %, 11 points au-dessus de la moyenne calculée à 22 %). On relève d'ailleurs la même forme de réserve sur l'appréciation et la compréhension de l'expression « d'autonomie stratégique » : seulement 30 % des Suédois déclarent « bien » voir ce que signifie l'expression (pour 61 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête), et seulement 29 % en ont une image positive, quand la majorité opte pour « ni positive, ni négative » (54 %, 24 points de plus que la moyenne européenne).

La majorité des Suédois ne voient pas en revanche d'opposition entre « souveraineté nationale » et « souveraineté européenne » : 59 % d'entre eux estiment qu'il est possible d'associer souveraineté et Europe, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », pour tout de même 41 % d'avis contraires, qui pensent que les deux mots sont contradictoires « car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ».

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, D'ABORD POUR MAÎTRISER LES FRONTIÈRES ET LUTTER CONTRE LE TERRORISME

Les Suédois (61 %) sont, avec les Polonais (65 %) et les Roumains (63 %), davantage convaincus que la souveraineté européenne est d'ores et déjà une réalité. En cohérence, ils sont un peu moins exigeants que leurs voisins quant à dresser la liste des éléments dont doit nécessairement disposer l'Europe pour qu'on puisse la considérer souveraine. La hiérarchie diffère aussi sensiblement des autres pays.

Deux tiers des Suédois (66 %) jugent ainsi qu'il est « primordial » que l'Europe dispose « d'une maîtrise des frontières extérieures de l'UE », et une proportion équivalente (64 %) estime que l'Europe doit disposer « d'outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères ». Ces deux éléments sont les plus souvent cités en Suède, mais n'arrivent qu'en 6e et 7e positions sur l'ensemble des pays de l'enquête (avec respectivement 59 % et 58 % de citations). Les Suédois mettent ensuite en avant le fait de « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé » (56 %), mais avec une intensité moindre que ce que l'on mesure en moyenne européenne (65 %). La moitié des Suédois jugent encore primordial que l'Europe dispose « d'une politique de sécurité et de défense commune », « d'une défense forte de ses propres valeurs – démocratie, Etat de droit – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » et « d'une maîtrise des infrastructures stratégiques (ports, aéroports, énergie etc.) ». Ces trois items sont à 50 % en Suède, pour respectivement 67 %, 61 %, 52 % en moyenne européenne. Toutes les autres propositions sont majoritairement jugées « importantes, mais pas primordiales ». En particulier, le fait de disposer « d'une économie prospère » arrive en tête de liste en moyenne européenne, 69 % des sondés jugeant ce point « primordial », pour « seulement » 45 % en Suède. De même, disposer de « ses propres ressources énergétiques » apparaît primordial pour 60 % des Européens, mais seulement 44 % des Suédois.

La majorité des Suédois considère que la souveraineté européenne est déjà une réalité, mais deux sur trois (64 %) sont tout de même d'avis qu'il faut la renforcer. C'est néanmoins un des plus faibles taux mesurés en Europe – seule l'Italie fait moins bien avec 60 % – et le taux le plus éloigné de celui mesuré sur le renforcement de la souveraineté nationale, que les Suédois estiment nécessaire à 74 % (+10 points). Les raisons justifiant le souhait de renforcer la souveraineté européenne sont toutefois sensiblement les mêmes qu'ailleurs, tant du point de vue de la hiérarchie que de l'intensité. « La menace terroriste » arrive en tête de liste (43 % de citations en Suède, 37 % en moyenne européenne), devant « le défi du changement climatique » (34 %, 34 %). Les Suédois sont un peu plus nombreux à craindre « la volonté de puissance de la Chine » (27 % de citations pour 20 % en moyenne), et un peu moins « la menace sanitaire » (26 %, 31 %). Derrière la Lettonie (31 %) et la Pologne (30 %), les Suédois sont également un peu plus nombreux que la moyenne à penser qu'un renforcement de la souveraineté européenne serait le bienvenu pour s'opposer à « la volonté de puissance de la Russie » (22 %, 13 % en moyenne).

Quant aux freins qui feraient obstacle à ce renforcement, les Suédois pensent surtout « au fait que certains pays soient dirigés par des nationalistes » (38 %, pour 23 % en moyenne européenne) et, à un degré moindre, « aux différences culturelles entre les pays » (24 %, 16 %). « La pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » est encore cité par un peu moins d'un Suédois sur cinq (17 %), mais seulement 13 % – le taux le plus faible des huit pays testés – pensent à « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement) telles qu'elles existent aujourd'hui ».

EDITEUR

© Friedrich-Ebert-Stiftung Paris, 2021
41bis, boulevard de la Tour-Maubourg
F-75007 Paris, France

Responsable de cette publication à la Friedrich-Ebert-Stiftung :
Thomas Manz | Directeur du bureau de la FES en France

Photo de couverture : Jan Scheunert | picture alliance / ZUMAPRESS.com

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.